

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45072 Orléans

Orléans, le 20/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TEREOS FRANCE

Route de Paris
45410 Artenay

Références : 114/2025 - VAT 20250120
Code AIOT : 0010001557

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2025 dans l'établissement TEREOS FRANCE implanté Route de Paris 45410 Artenay. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TEREOS FRANCE
- Route de Paris 45410 Artenay
- Code AIOT : 0010001557
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TEREOS bénéficie d'une autorisation d'exploiter pour son site d'Artenay accordée par arrêté préfectoral du 21 juin 2013. Diverses modifications sont intervenues, depuis 2017, rendant nécessaire la prise de nouveaux actes, dont le dernier, en date du 4 septembre 2020, qui met à jour la situation administrative de l'établissement.

L'établissement est classé Seveso seuil bas, par dépassement direct au titre de la rubrique 4755 (dépôt d'alcool de bouche).

Il relève également de la directive dite IED au titre des rubriques 3110 (combustion), 3310 (four à chaux) et 3642 (produits alimentaires ou aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales) de la nomenclature.

Une douzaine d'installations, relevant du régime d'autorisation ou d'enregistrement, sont exploitées sur le site d'Artenay et sont encadrées par l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2020.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PFAS mousses
- AN25 PFAS TOP 99%

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
7	Déchets - anciens GRV d'émulseurs	Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 5.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
2	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
3	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
5	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Sans objet
6	Interdiction à	Règlement européen du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	venir du PFHxA	18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	
8	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
9	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
10	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
11	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
12	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
13	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
14	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux PFOS en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.
Constats :

L'exploitant dispose de cuves d'émulseurs au niveau du local émulseur.

Il dispose de 2 cuves d'une capacité unitaire de 11 m³. Les relevés de l'exploitant indique que ces cuves contiennent au total 18,5 m³ d'émulseur.

Ces émulseurs sont destinés à la défense incendie des bacs d'alcool.

L'émulseur contenu dans ces 2 cuves est dénommé Uniseral A 106 A4P (famille des émulseurs AFFF).

Ces cuves ont été respectivement installées en 2005/2006 et 2008. Les émulseurs contenus dans ces cuves n'ont jamais été remplacés ou complétés depuis leur mise en place.

L'exploitant dispose également de 2 GRV (2 m³ au total) d'émulseurs localisés au niveau de la distillerie. L'émulseur contenu dans ces 2 GRV est dénommé Uniseral C6 A 106 A4P.

Il est destiné à la défense incendie de la distillerie.

Ces GRV ont été installés en juin 2020.

L'exploitant a effectué une recherche des 28 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans ses émulseurs.

Les PFOS sont présents dans les émulseurs du local émulseur dans les concentrations suivantes :

- la cuve 1 contient des PFOS en concentration égale à 0,57 mg/kg,
- la cuve 2 des PFOS en concentration égale à 0,25 mg/kg.

L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitation sur le fait que la Commission européenne a initié une consultation publique en décembre 2023 concernant un projet de règlement visant à modifier les spécifications relatives au PFOS dans le cadre du règlement (UE) 2019/1021 sur les polluants organiques persistants (POP). Cette consultation s'est terminée le 1er janvier 2024. Les modifications proposées concernaient l'identification de la substance, les ajustements des niveaux de concentration et la suppression de certaines exemptions spécifiques. Ces mesures visaient à aligner les spécifications du PFOS sur celles d'autres substances similaires, telles que le PFOA. Concrètement, les valeurs limite devraient être abaissées dès 2025 à :

- 0,025 mg/kg pour le PFOS et ses sels ;
- 1 mg/kg pour les composés apparentés.

Pour les émulseurs de la distillerie, L'exploitant a présenté une justification du fabricant indiquant que ses émulseurs C6 A 106 A4P sont conformes au règlement européen POP.

L'exploitant pourrait utilement faire une analyses des quantités de PFAS contenus dans ces émulseurs de la distillerie.

Ces analyses pourront également être utile pour identifier la filière d'élimination de ces émulseurs dans le cadre du projet de remplacement des émulseurs du site par des émulseurs sans PFAS.

Compte tenu des éléments présentés, pas d'écart constaté.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué réaliser des tests en mousse au niveau du parc alcool. Le eaux émulsées sont confinées dans les rétentions. Ces eaux de test sont ensuite évacuées vers les

<p>bassins de lagunage.</p> <p>Il a indiqué réaliser également, des tests d'eau moussante au niveau du réseau de poteaux incendie du site fréquence aléatoire. Les émulseurs sont utilisés pendant 1 à 2 min. Ces eaux moussantes ne sont ni confinées ni contrôlées. Elles sont évacuées vers les bassins de lagunage. L'exploitant a indiqué consommer environ 50 l d'émulseur consommé par an.</p> <p>Afin d'éviter le rejet de PFAS contenus les eaux émulsées recueillies dans les bassins de lagunage, l'exploitant doit suspendre ses éventuels exercices incendie avec utilisation des émulseurs.</p> <p>Dans le cas où des essais avec émulseurs sont réalisés, l'exploitant confine et élimine en filière adaptée les eaux émulsées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué une recherche des 28 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans ses émulseurs.</p> <p>Les PFHxS sont présents dans les émulseurs des cuves 1 et 2, dans les concentrations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la cuve 1 contient des PFHxS en concentration égale à 0,0098 mg/kg, la cuve 2 contient des PFHxS en concentration égale à 0,02 mg/kg. <p>Concernant les émulseurs de la distillerie, les informations recueillies sont les mêmes que celles mentionnés au PdC n°1.</p> <p>Compte tenu des éléments présentés, pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Interdiction à venir du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des</p>

mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

L'exploitant a effectué une recherche des 28 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans ses émulseurs.

Les PFOA sont présents dans les émulseurs des cuves 1 et 2, dans les concentrations suivantes :

- la cuve 1 contient des PFOA en concentration égale à 0,16 mg/kg,
- la cuve 2 contient des PFOA en concentration égale à 0,48 mg/kg.

Concernant les émulseurs de la distillerie, les informations recueillies sont les mêmes que celles mentionnées au PdC n°1.

Compte tenu des éléments présentés, pas d'écart constaté.

Néanmoins, à noter qu'à compter du 04/07/2025, la concentration en PFOA de l'émulseur A 106 A4P contenu dans les cuves n°1 et 2 implique que ce dernier ne pourra plus être utilisé.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit le remplacement des émulseurs en place par des émulseurs sans fluor. Compte tenu d'un taux d'application différent de la quantité d'émulseur à injecter pour produire une solution moussante entre les émulseurs avec ou sans fluor, l'ensemble de la pomperie doit être remplacée (taux d'application de 6 % avec la pomperie actuelle et de 3 % avec des émulseurs sans fluor).

Aussi, l'exploitant a indiqué qu'il doit réaliser les étapes ci après :

- une étude de compatibilité doit être réalisée avec des émulseurs sans fluor pour garantir une efficacité du système d'extinction,
- une étude de modification du système de pomperie,
- la mise en œuvre des travaux de remplacement.

L'exploitant a précisé que ce remplacement nécessite un délai d'environ 2 ans.

L'exploitant doit transmettre un plan d'action dans le cadre du remplacement des émulseurs actuel par des émulseurs sans fluor.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.
Constats : Compte tenu du fait que l'exploitant dispose de 18,5 m ³ d'émulseurs contenant des PFAS mentionnés à l'annexe I ou à l'annexe II du règlement POP (PFOS et PFOA), il est soumis à cette disposition réglementaire. Néanmoins, l'exploitant a indiqué ne pas communiquer à l'autorité compétente de l'État membre les informations requises. Ecart PdC n°4 : L'exploitant ne communique pas à l'autorité compétente de l'État membre les informations sur la nature et le volume de ses stocks d'émulseurs contenant des PFAS mentionnés à l'annexe I ou à l'annexe II du règlement européen POP (PFOS et PFOA).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans: a) une autre substance, en tant que constituant; b) un mélange; c) un article; sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppm pour la

somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppm pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14

[...]

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.

Constats :

Les acides perfluorocarboxyliques linéaires et ramifiés d'une longueur de chaîne comprise entre 9 et 14 atomes de carbone (ci-après les «PFCA en C9-C14»), leurs sels et les substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

Selon les données mentionnés dans le RÈGLEMENT (UE) 2021/1297 DE LA COMMISSION du 4 août 2021, les PFCA sont notamment constitués des PFAS suivants : PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDoDA, PFTTrDA et PFTDA.

A noter que l'analyse présentée ne recense pas la concentration de l'ensemble des PFCA (PFAS et leurs sels).

Les PFCA (somme de PFNA, PFDA, PFUnDA, PFDoDA, PFTTrDA et PFTDA) sont présents dans les émulseurs des cuves 1 et 2, dans les concentrations suivantes :

- la cuve 1 contient des PFCA en concentration égale à 0,097 mg/kg,
- la cuve 2 contient des PFCA en concentration égale à 0,387 mg/kg.

Compte tenu des éléments présentés, pas d'écart constaté.

Néanmoins, à noter qu'à compter du 04/07/2025, la concentration en PFCA de l'émulseur A 106 A4P contenu dans la cuve n°2 implique que ce dernier ne pourra plus être utilisé.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit le remplacement des émulseurs en place par des émulseurs sans fluor. Compte tenu d'un taux d'application différent de la quantité d'émulseur à injecter pour produire une solution moussante entre les émulseurs avec ou sans fluor, l'ensemble de la

<p>pomperie doit être remplacée (taux d'application de 6 % avec la pomperie actuelle et de 3 % avec des émulseurs sans fluor).</p> <p>Aussi, l'exploitant a indiqué qu'il doit réaliser les étapes ci après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une étude de compatibilité doit être réalisée avec des émulseurs sans fluor pour garantir une efficacité du système d'extinction, • une étude de modification du système de pomperie, • la mise en œuvre des travaux de remplacement. <p>L'exploitant a précisé que ce remplacement nécessite un délai d'environ 2 ans.</p> <p>L'exploitant doit transmettre un plan d'action dans le cadre du remplacement des émulseurs actuel par des émulseurs sans fluor.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Interdiction à venir du PFHxA

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a effectué une recherche des 28 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 dans ses émulseurs.</p> <p>Les PFHxA sont présents dans les émulseurs des cuves 1 et 2, dans les concentrations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la cuve 1 contient des PFHxA en concentration égale à 0,41 mg/kg, • la cuve 2 contient des PFHxA en concentration égale à 1,3 mg/kg. <p>Les concentrations mesurées sont supérieures aux 25 µg/kg soit 0,025 mg/kg prévues par la dérogation du règlement européen.</p> <p>Concernant les émulseurs de la distillerie, les informations recueillies sont les mêmes que celles</p>

mentionnés au PdC n°1.

Compte tenu des éléments présentés, pas d'écart constaté.

Néanmoins, à noter qu'à compter du 10/04/2026, la concentration en PFHxA de l'émulseur A 106 A4P contenu dans la cuve n°2 implique que ce dernier ne pourra plus être utilisé.

L'exploitant a indiqué qu'il prévoit le remplacement des émulseurs en place par des émulseurs sans fluor. Compte tenu d'un taux d'application différent de la quantité d'émulseur à injecter pour produire une solution moussante entre les émulseurs avec ou sans fluor, l'ensemble de la pomperie doit être remplacée (taux d'application de 6 % avec la pomperie actuelle et de 3 % avec des émulseurs sans fluor).

Aussi, l'exploitant a indiqué qu'il doit réaliser les étapes ci après :

- une étude de compatibilité doit être réalisée avec des émulseurs sans fluor pour garantir une efficacité du système d'extinction,
- une étude de modification du système de pomperie,
- la mise en œuvre des travaux de remplacement.

L'exploitant a précisé que ce remplacement nécessite un délai d'environ 2 ans.

L'exploitant doit transmettre un plan d'action dans le cadre du remplacement des émulseurs actuel par des émulseurs sans fluor.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Déchets - anciens GRV d'émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/09/2020, article Art. 5.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Prescription contrôlée :

L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires. La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement. En tout état de cause, le stockage temporaire ne dépasse pas un an.

Constats :

L'exploitant a indiqué qu'il stockait toujours sur site les anciens émulseurs remplacés par ceux contenus dans les cuves du local émulseur entre 2005 et 2008.

Ces anciens émulseurs sont dénommés commercialement SFP6 et A104AR.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que ces émulseurs sont stockés , en extérieur, sur l'aire étanche du parc produits chimiques de l'ancien méthaniseur. L'inspection a constaté au moins 14 GRV d'émulseurs pleins ou à moitié pleins.

Les eaux météoriques tombant sur cette aire sont recueillies dans un avaloir couplé à une canalisation débouchant dans une fosse de l'aire d'emprise semi-enterrée du méthaniseur.

Lors de la visite, cette fosse était pleine d'eau et nécessitait une vidange.

<p>Ecart PdC n°7 : L'exploitant n'a pas éliminé régulièrement les anciens émulseurs destinés à être éliminés et il stocke des émulseurs considérés comme des déchets depuis plus d'un an (respectivement 17 et 20 ans).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier de la vidange de fosse recueillant les eaux météoriques de l'aire étanche où sont stockés les anciens émulseurs et il doit justifier de l'élimination en filière adaptée des anciens émulseurs et, le cas échéant, de l'eau de vidange de la fosse précitée.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Concernant l'eau entrante (forage et AEP) sur site:</u> L'exploitant a indiqué que l'eau du forage n'entre pas en contact alimentaire. Elle sert uniquement au refroidissement du processus de distillerie. Pour la sucrerie, l'exploitant utilise l'eau du bassin des eaux condensées en début de campagne.</p> <p>L'eau de forage ne sert pas à la fabrication du sirop pour la distillation. Le sirop est fabriqué lors de la campagne avec l'eau issue de la betterave et est stocké pour l'année. En cas de besoin, l'exploitant achemine du sirop supplémentaire en provenance d'autres sites.</p> <p>L'eau du forage n'est pas consommée par le personnel. Seule l'eau issue du réseau AEP est consommée.</p> <p>L'eau du réseau AEP sert également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moulage du sucre en morceau, - à la chaudière de conditionnement, - au sanitaire, douche, restaurant et fontaine à eau. <p><u>Concernant les analyses :</u></p> <p>L'exploitant a effectué les 3 campagnes d'analyses demandées par l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Ces campagnes ont été effectuées les 06/08/2024, 27/08/2024 et 25/09/2024.</p> <p>L'exploitant a déposé les résultats d'analyse sur GIDAF.</p> <p>L'exploitant a analysé par défaut les 28 PFAS recensés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023 et le</p>

paramètre AOF.

Les analyses ont été réalisées sur :

- les eaux de consommation,
- les eaux souterraines du forage,
- les eaux destinées à la ferti-irrigation au départ des bassins :
 - Dambron 3,
 - Dambron 4,
 - Ruan.

A noter que les eaux de consommation et les eaux souterraines du forage sont les eaux issues du forage (dénominations différentes données par le laboratoire d'analyse)

Seule l'analyse du 25/09/2024 des effluents du bassin de Ruan a marqué en AOF pour une valeur supérieure à la limite de quantification.

Pas d'écart constaté

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : 2. Rejets aqueux de PFOS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L

Prescription contrôlée :

4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]

Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l

Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.

Constats :

Aucun effluent destiné à la ferti-irrigation n'a détecté de PFOS.

Pas d'écart constaté

A noter que les eaux souterraines du forage ont détecté des PFOS sur les 3 analyses mais à une quantité très inférieure au seuil de 25 µg/l (concentration maximale mesurée de 0,006 µg/l le

06/08/2024).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : 3. Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a recherché les PFAS dans ses émulseurs (cf PdC n°1 à 6).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir effectuer un inventaire des produits utilisés dans le process et aucun produit utilisé comme auxiliaire de fabrication n'est source de composé potentiellement fluoré. L'exploitant a indiqué que la zone atelier, cette dernière est raccordée aux EP dirigées vers la STEP communale et les produits dangereux sont collectés et repris par les fournisseurs.</p> <p>Par défaut, l'exploitant a donc recherché les 28 PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire</p>

<p>nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 13/12/2024, l'inspection des installations classées a transmis, à la société TEREOS, un courrier de demande de plan d'actions à la suite des résultats des campagnes d'analyses déclarées dans GIDAF.</p> <p>Pour rappel, les analyses ont détecté la présence d'AOF quantifiable sur la 3^e analyse de septembre 2024 au niveau du bassin de RUAN.</p> <p>Les polluants détectés dans les effluents n'étant pas des PFAS mais des AOF, l'exploitant doit d'abord investiguer pour identifier l'origine de ces AOF.</p> <p>A la date de la visite, le plan d'action est une poursuite de l'investigation.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : 5. Mesures d'investigation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p><u>Nouvelles analyses des effluents des bassins :</u></p> <p>L'exploitant a indiqué avoir réalisé de nouvelles analyses des eaux.</p> <p>L'exploitant a effectué les analyses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bassin RUAN (AOF et TFA et paramètres pouvant impacté les AOF notamment la charge en matière organique) ; - bassins DAMBRON 3 et 4 (AOF et TFA) ; - eau du robinet (AOF et PFAS) ; - eau de forage (AOF) ; - bassin d'eau propre (bassin des eaux condensées) (AOF et PFAS). <p>Ces analyses ont été effectués les 06/01/2025, 13/01/2025 et 20/01/2025 sur le bassin RUAN et uniquement le 06/01/2025 sur les bassins DAMBRON et les autres sources d'eau précitées.</p>

Lors de la visite, l'exploitant a reçu des résultats partiels de ces analyses notamment les valeurs en TFA (acide trifluoroacétique).

En effet, selon la bibliographie, le TFA est un PFAS notamment issu de la dégradation de PFAS contenus dans les pesticides.

Les premières analyses reçues des eaux des bassins identifient la présence de TFA pour des concentrations entre 1,5 µg/L et 2,5 µg/l. Ces valeurs sont fluctuantes selon les dates d'analyses pour le bassin RUAN (3 analyses).

Ces valeurs doivent être mises en perspectives avec l'ensemble des points d'analyse du TFA pour les campagnes de mesures effectuées en janvier 2025.

Origine des AOF :

1) Par ailleurs, l'exploitant a examiné également la possibilité d'une origine agricole des PFAS pour expliquer les AOF trouvés.

En lien avec le service agricole du groupe TEREOS, il a été identifié que 100 % des betteraves transformées par le groupe TEREOS en 2024 ont été traitées par le même herbicide à savoir le TEPEKKI contenant un composé dénommé le flonicamid comprenant comme substance active un PFAS.

L'exploitant a également indiqué qu'il a été identifié 2 autres herbicides épandus comprenant un PFAS à savoir :

- le flufenacet épandu sur le blé,
- le fluopyram épandu sur les pommes de terre.

Compte tenu de la persistance des pesticides et notamment des PFAS dans ces pesticides dans le temps et dans les sols et du fait de la rotation des cultures, il ne peut être exclu que les betteraves prélèvent également dans les sols les pesticides issus des autres cultures (contamination croisée).

Concernant la gestion des pesticides sur les cultures de betteraves, l'exploitant a indiqué que le groupe TEREOS échange et conseille les agriculteurs sur les produits phytopharmaceutiques les mieux adaptés en fonction de la culture. En l'absence d'alternative, les agriculteurs utilisent les pesticides présents sur le marché pouvant donc contenir des PFAS.

L'exploitant doit poursuivre ses investigations en lien avec les pesticides comprenant comme substances actives des PFAS.

2) L'exploitant a également indiqué que les biocides contenant du chlore qui sont utilisés dans les TAR peuvent générer une interaction lors de l'analyse des AOF. **Aussi, l'exploitant pourrait utilement effectuer des analyses en l'absence de traitement biocides des TAR.**

3) Le site d'ARTENAY comprend plusieurs fosses ou bassins de collecte des eaux pluviales ou de process avant envoi aux bassins de lagunage.

Aussi, l'inspection estime qu'il est pertinent et recommande à l'exploitant de réaliser des analyses (PFAS+AOF+TFA) dans chacune des fosses ou bassins de récupération des eaux.

A titre d'exemple :

- la fosse P42 ne recueille que les eaux de la distillerie avant envoi aux bassins de lagunage,
- la fosse P4 recueille les eaux situées notamment au niveau du four à chaux, de l'aire de stockage du combustible du four à chaux et du local émulseur,
- le bac à boue recueille l'ensemble des eaux du site, exceptées les eaux de la distillerie, avant

envoi aux bassins de lagunage.

Ces prélèvements intermédiaires pourraient permettre d'identifier des secteurs sensibles et présentant des concentrations plus élevées en PFAS, AOF ou TFA.

Ces analyses de fosses et bassins intermédiaires pourraient également permettre d'identifier une possible origine agricole des AOF avec la réalisation d'analyses en campagne sucrière et hors campagne sucrière. Les conditions de fonctionnement des installations et notamment d'aération des bassins seront utilement consignées pour faciliter l'interprétation des résultats (l'aération des bassins peut favoriser sa volatilisation).

4) Les mesures de 2024 réalisées dans le forage ont marqué en PFAS. A noter que ces PFAS ont été identifiés dans des concentrations très fluctuantes selon les dates d'analyses.

L'inspection recommande à l'exploitant de réaliser des analyses (PFAS+AOF+TFA) dans les piézomètres du site.

D'une part cela pourra permettre de vérifier la présence ou non de ces composés en amont du site et d'autres part de vérifier la variation de ces composés dans la nappe au droit du site.

4bis) A noter également que lors de l'incendie de l'ancien bâtiment de stockage de sucre conditionné, survenu en 2000, l'exploitant a indiqué que les pompiers ont utilisé de la mousse. L'exploitant n'a aucune information sur l'émulseur utilisé à l'époque.

L'analyse des eaux des piézomètres pourrait également définir si les émulseurs utilisés pourraient être à l'origine des PFAS retrouvés dans la nappe du forage.

Compte de l'ensemble des éléments présentés, l'exploitant est engagé dans une phase d'investigation afin d'identifier l'origine des AOF mesurés dans le bassin de RUAN.

Aussi, pas d'écart constaté.

L'exploitant transmettra à l'inspection et au fil de l'eau les résultats obtenus pour l'ensemble des investigations en cours.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : 6. Mesures de suppression/réduction

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets

Prescription contrôlée :

1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable

Constats :

Compte tenu du stade des investigations, la mise en œuvre d'un plan d'action de réduction en

l'absence d'éventuels PFAS identifiés est sans objet pour le moment.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : 7. Mesures de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : - respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ; - gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;
Constats : Compte tenu du stade des investigations, la surveillance pérenne des rejets aqueux du site est sans objet pour le moment.
Type de suites proposées : Sans suite